

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

29 AOÛT 2003

Proposition de loi instituant une note Nord-Sud sur les dépenses destinées à la coopération au développement et modifiant l'article 10 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 26 novembre 2002 (doc. Sénat, n° 2-1365/1 — 2002/2003).

1. Historique international

La présente proposition se situe dans le prolongement d'un engagement datant d'il y a plusieurs années, dans le cadre duquel les membres du comité pour le développement de l'OCDE avaient convenu de réserver 0,7% de leur PIB à l'aide au développement. Jusqu'à présent, l'on n'est toutefois pas allé au-delà d'un engagement informel. C'est ainsi qu'au sein de l'Union européenne, seuls les Pays-Bas, le Danemark et la Suède ont atteint en 2000 le cap de 0,7% de leur PIB pour l'aide au développement. Pourtant, tout le monde se rend compte de la nécessité d'augmenter de manière substantielle le budget de la coopération au développement. Il ressort d'une enquête qui a été effectuée en 1998 pour le compte de la Commission européenne que 76% de la population européenne étaient d'avis qu'il est important, voire très important de poursuivre l'aide au développement. Plus de 51% se prononcèrent même en faveur d'une augmentation de l'aide accordée par les pouvoirs publics de leur

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

29 AUGUSTUS 2003

Wetsvoorstel tot instelling van een Noord-Zuid-nota over de uitgaven voor ontwikkelingssamenwerking en tot wijziging van artikel 10 van de gecoördineerd wetten op de Rijkscomptabiliteit

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune c.s.)

TOELICHTING

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 26 november 2002 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-1365/1 — 2002/2003).

1. Internationale historiek

Dit voorstel komt tegemoet aan een jaren oud engagement waarbij de leden van het ontwikkelingscomité van de OESO er zich toe verbonden hadden om 0,7% van het BNP te reserveren voor ontwikkelingshulp. Tot op heden bleef het evenwel bij een vrijblijvend engagement. Zo hebben binnen de Europese Unie alleen Nederland, Denemarken en Zweden in 2000 de kaap van de 0,7% van hun BBP voor ontwikkelingshulp bereikt. Nochtans is iedereen zich bewust van de noodzaak van een substantiële verhoging van het budget voor ontwikkelingssamenwerking. Uit een enquête in opdracht van de Europese Commissie in 1998 bleek dat 76% van de Europese bevolking vindt dat de voortzetting van de ontwikkelingshulp belangrijk tot zeer belangrijk is. Meer dan 51% was zelfs voorstander van een verhoging van de overheidshulp van hun land. In werkelijkheid stelt men evenwel vast dat de hulpbereidheid van de westerse landen, ook ten aanzien van de landen waar-

pays. L'on constate toutefois dans la réalité que les pays occidentaux sont de moins en moins disposés à accorder leur aide, même aux pays dont la politique est jugée favorablement. Les chiffres relatifs aux indicateurs du développement africains pour 2002 dont dispose la Banque mondiale montrent que l'Afrique subsaharienne ne recevait plus qu'à peu près pour 12,3 milliards de dollars d'aide en 1999 contre 18,1 milliards de dollars en 1994.

En 1996, l'OCDE publia un rapport dans lequel étaient formulés sept objectifs de développement internationaux qui devaient être réalisés pour 2015 au plus tard. En septembre 2000, ces objectifs furent formulés à nouveau dans la Déclaration du Millénaire des Nations unies qui appelle tous les pays à tenir au moins huit engagements (les sept de l'OCDE et un nouveau).

Ces huit engagements sont les suivants :

- combattre la misère et la faim profondes;
- œuvrer pour un enseignement fondamental pour tous les enfants;
- stimuler l'égalité entre hommes et femmes;
- réduire des deux tiers le taux de mortalité des enfants dans les pays en voie de développement;
- réduire des trois quarts la mortalité maternelle dans les pays en voie de développement;
- arrêter la propagation du VIH/SIDA, du paludisme, de la tuberculose et d'autres maladies;
- poursuivre un développement durable;
- tendre vers un partenariat mondial en vue du développement.

Selon le «rapport Zedillo», qui a été établi par onze experts de plusieurs pays, il faut consacrer un montant annuel de quelque 50 milliards de dollars à la réalisation de ces objectifs du Millénaire si on veut les atteindre pour 2015 au plus tard. Cela signifie que le budget international actuel pour le développement doit être doublé.

Un sommet des Nations unies «*Financing for Development*» a été réuni en mars 2002 à Monterrey en vue de la réalisation de ces objectifs. Au cours de ce sommet, auquel prirent part également la Banque mondiale et le FMI, des accords auraient dû être conclus à propos de nouvelles formes de coopération au développement. Le sommet se termina toutefois de manière peu concluante, puisqu'il n'y eut aucun accord ferme sur la norme de 0,7%; l'on se contenta d'appeler les pays riches à respecter cette norme. Il n'y eut pas davantage d'ouverture dans le dossier concernant la remise de la dette et le débat relatif aux nouvelles sources de financement de la coopération au développement ne parvint pas vraiment à démarrer.

van het beleid goede punten krijgt, afneemt. Uit cijfers van de Afrikaanse ontwikkelingsindicatoren 2002 van de Wereldbank blijkt dat sub-Sahara Afrika in 1999 nog voor 12,3 miljard dollar hulp kreeg, tegen de 18,1 miljard dollar in 1994.

In 1996 publiceerde de OESO een rapport waarbij zeven internationale ontwikkelingsdoelstellingen werden geformuleerd, die uiterlijk tegen 2015 verwezenlijkt moeten zijn. In september 2000 werden deze doelstellingen in de Millenniumverklaring van de VN opnieuw verwoord. De Millenniumverklaring roept de landen op zich aan acht (de zeven van de OESO plus een nieuwe) beloften te houden.

Deze acht millenniumdoelstellingen zijn :

- tegengaan van extreme armoede en honger;
- basisonderwijs voor alle kinderen;
- gelijkheid tussen mannen en vrouwen stimuleren;
- de kindersterfte in ontwikkelingslanden met tweederde terugdringen;
- de moedersterfte in ontwikkelingslanden met driekwart terugdringen;
- de verspreiding van HIV/AIDS, malaria, tbc en andere ziekten stoppen;
- streven naar duurzame ontwikkeling;
- streven naar een wereldwijd partnerschap voor ontwikkeling.

Volgens het zogenaamde Zedillo-rapport, dat is samengesteld door elf deskundigen uit verschillende landen, is jaarlijks ongeveer 50 miljard dollar extra nodig om deze Millenniumdoelstellingen tegen uiterlijk 2015 te realiseren. Dit betekent een verdubbeling van het huidige internationale ontwikkelingsbudget.

Teneinde deze doelstellingen te verwezenlijken werd in maart 2002 in Monterrey een VN-Top «*Financing for Development*» gehouden. Op deze VN-top waaraan ook de Wereldbank en het IMF deelnamen, zouden afspraken over nieuwe vormen van ontwikkelingsfinanciering gemaakt worden. De top eindigde evenwel in mineur aangezien er geen bindende afspraken rond de 0,7%-norm werden gemaakt; het resultaat bleef beperkt tot een oproep aan de rijke landen om zich aan de norm van de 0,7% te houden. Ook in het dossier van de schuldkwijtschelding kwam er geen opening terwijl het debat rond nieuwe bronnen voor ontwikkelingssamenwerking niet echt op gang kwam.

2. Historique européen

La plupart des pays de l'Union européenne, à l'exception des Pays-Bas, de la Suède et du Danemark, n'atteignent pas la norme préconisée de 0,7%. En 2000, l'Union européenne dans son ensemble atteignait 0,33% du PIB. Il n'existe toutefois aucun mécanisme formel, au sein de l'UE, qui permette de vérifier si chaque pays respecte la norme de 0,7% du PIB. C'est pourquoi les chefs de gouvernement avaient accueilli avec enthousiasme, au cours du Sommet européen qui eut lieu à Laeken les 14 et 15 décembre 2001, l'engagement du Conseil d'examiner quels moyens il faudrait pour que chacun des États membres puisse atteindre l'objectif fixé par les Nations unies pour ce qui est de l'aide officielle au développement qui est de 0,7% du PIB.

Dans le courant de 2002, la Commission européenne a décidé que les États membres devaient atteindre au moins 0,33% du PIB. Si tous atteignaient cette moyenne européenne, celle-ci passerait automatiquement à 0,39% du PIB.

Au sommet des Nations unies de Monterrey, l'Union européenne a promis d'augmenter chaque année l'aide au développement de quelque 5,2 à 6,05 milliards d'euros.

3. Historique belge

La Belgique est elle aussi encore fort éloignée de l'objectif de consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement.

En raison de la crise économique et des efforts d'assainissement des finances publiques, les dépenses pour la coopération au développement sont restées limitées à environ 0,33% du PIB comme dans la plupart des autres pays de l'Union européenne. Lors des élections de 1999, tous les partis politiques se sont prononcés dans leurs programmes électoraux en faveur de l'application, progressive ou immédiate, mais irréversible, de la norme de 0,7% du PIB pour l'aide au développement.

La déclaration du gouvernement fédéral de 1999 dit ce qui suit: «En matière de coopération au développement, le gouvernement opte pour une augmentation progressive et substantielle des moyens disponibles pour la coopération internationale, augmentation qui doit aller de pair avec une amélioration qualitative et une plus grande efficacité des dépenses.» Bien qu'il ne soit pas question, concrètement, d'appliquer la norme de 0,7%, on a affirmé à plusieurs reprises au cours des dernières années que la Belgique devrait atteindre la norme de 0,7% en 2010 au plus tard. C'est ainsi que, dans la déclaration de politique fédérale du 8 octobre 2002, le premier ministre a dit ce qui suit: «L'aide au développement accordée par la Belgique continuera à

2. Europese historiek

De meeste landen van de Europese Unie, met uitzondering van Nederland, Zweden en Denemarken bereiken de vooropgestelde 0,7%-norm niet. De Europese Unie als geheel kwam in 2000 op 0,33% van het BBP. Binnen de EU bestaat er evenwel geen formeel mechanisme om te meten of ieder land zich aan de norm van 0,7% van het BBP houdt. Daarom waren de regeringsleiders op Europese Top van Laken op 14 en 15 december 2001 ingenomen met de verbintenis van de Raad om de middelen en het tijdsschema te bestuderen waarmee ieder van de lidstaten het VN-doel van 0,7% van het BBP voor officiële ontwikkelingshulp kan bereiken.

In de loop van 2002 heeft de Europese Commissie besloten dat lidstaten minstens 0,33% van het BBP moeten halen. Indien alle landen dit Europees gemiddelde zouden halen, dan betekent dit automatisch een stijging van het Europees gemiddelde naar 0,39% van het BBP.

Op de VN-top van Monterrey heeft de Europese Unie een jaarlijkse verhoging van ontwikkelingshulp van tussen de 5,2 en 6,05 miljard euro beloofd tegen 2006.

3. Belgische historiek

Ook België zit nog ver van de 0,7% van BBP voor ontwikkelingshulp verwijderd.

Economische crisis en sanering van de overheidsfinanciën maakten dat net zoals in de meeste andere lidstaten van de Europese Unie, de uitgaven voor ontwikkelingssamenwerking beperkt bleven tot circa 0,33% van het BBP. Bij de verkiezingen van 1999 hebben alle politieke partijen in hun verkiezingsprogramma gepleit voor een geleidelijke of onmiddellijke doch onomkeerbare realisatie van de 0,7%-norm van het BBP voor ontwikkelingshulp.

In het regeringsprogramma van 1999 staat: «Inzake ontwikkelingssamenwerking opteert de regering voor een geleidelijke en substantiële verhoging van de beschikbare middelen voor internationale samenwerking, een verhoging die moet gepaard gaan met een kwalitatieve verbetering en een grotere doeltreffendheid van de uitgaven.» Hoewel er concreet geen sprake is van het behalen van de 0,7%-norm, werd in de loop van de voorbije jaren toch meermaals aangekondigd dat België ten laatste in 2010 de 0,7%-norm zou moeten halen. Zo stelt de eerste minister in de beleidsverklaring van 8 oktober 2002: «De Belgische ontwikkelingshulp zal in 2003 verder stijgen met 9%. Als we dit groeipad consequent aanhouden — en we

augmenter en 2003. Cette augmentation sera de 9%. Si nous maintenons cette piste de croissance de manière conséquente, et nous allons la confirmer par voie légale, nous atteindrons les 0,7% du PIB en 2010.»

La critique des ONG n'en fut cependant pas moins acerbe. Elles jugent que, même si l'augmentation de 9% du budget est un signe positif, on est loin des 100 millions d'euros que l'on avait promis d'inscrire en supplément au budget de 2003. Cette piste de croissance des moyens pouvant être consacrés à la coopération au développement, qui a fait l'objet d'un accord au sein du gouvernement en 2000, est déjà abandonnée en 2002 pour ce qui est du budget 2003.

4. Point de vue du CD&V

Au congrès social et économique d'Anvers des 20 et 21 septembre 2002, le CD&V a adopté un point de vue favorable à l'inscription de la norme budgétaire minimale de 0,7% pour l'aide au développement dans la loi. Selon les chrétiens démocrates, les pouvoirs publics signaleraient ainsi clairement qu'ils s'engagent effectivement à ouvrir à établir une relation équitable entre le Nord et le Sud.

La présente proposition se fonde d'ailleurs sur la proposition de résolution relative à l'augmentation du budget de la coopération au développement (doc. Sénat, n° 2-102/1) des sénatrices Erika Thijs et Mia De Schamphelaere.

Pour le CD&V, cet engagement ne doit pas être poursuivi seulement par l'autorité fédérale. Les autres niveaux politiques doivent eux aussi s'engager à consacrer plus de moyens à l'aide au développement pour atteindre progressivement la norme de 0,7% de leur budget. C'est d'ailleurs notamment sous l'impulsion du CD&V que cet objectif est mis en œuvre dans les provinces de Limbourg, de Flandre orientale et de Flandre occidentale. Plusieurs communes, dont Sint-Katelijne-Waver, ont elles aussi instauré, au cours de ces dernières années, la norme de 0,7% pour l'aide au développement, et ce, en exécution de leur plan de gestion (source: règles de conduite CD&V pour une politique locale à part entière en matière de coopération internationale).

5. But de la proposition

La présente proposition vise à inscrire dans la loi la norme de 0,7% du PIB pour renforcer l'aide au développement. Il ressort une fois de plus de ce qui précède que la coopération au développement ne tire absolument aucun profit de fausses promesses. La seule manière de garantir que l'engagement pris jadis sera tenu, sera de créer la base légale nécessaire pour que le gouvernement soit obligé de dépenser 0,7% du PIB en faveur de la coopération au développement dans un délai déterminé.

gaan dat trouwens wettelijk verankeren — bereiken we de 0,7% van het BBP in 2010.»

De kritiek van de NGO's was evenwel niet mals. Hoewel het positief is dat het budget met 9% stijgt, toch komt dit volgens hen niet tegemoet aan de belofde 100 miljoen euro waarmee het budget in 2003 moest stijgen. Dit groeipad voor ontwikkelings-samenwerking dat in 2000 werd afgesproken binnen de regering, wordt in 2002 voor de begroting 2003 reeds onderuitgehaald.

4. Visie van de CD&V

Op het sociaal-economisch congres van 20 en 21 september 2002 in Antwerpen heeft de CD&V een stelling aangenomen die pleit voor de inschrijving van de budgetnorm van 0,7% voor ontwikkelingshulp als minimumbijdrage in de wet. Voor de christen-democraten geeft de overheid hierdoor een duidelijk signaal dat ze zich werkelijk engageert in het streven naar een rechtvaardige Noord-Zuid-verhouding.

Dit voorstel bouwt overigens voort op het voorstel van resolutie betreffende de verhoging van het budget voor ontwikkelingssamenwerking (stuk Senaat, nr. 2-102/1) van de senatrices Erika Thijs en Mia De Schamphelaere.

Voor de CD&V moet dit engagement niet alleen door de federale overheid worden nagestreefd. Ook de andere beleidsniveaus moeten stapsgewijs 0,7% van hun budget voor ontwikkelingshulp vrijmaken. Deze doelstelling wordt overigens mede onder impuls van CD&V toegepast in de provincies Limburg, Oost-Vlaanderen en West-Vlaanderen. Ook een aantal gemeenten, waaronder Sint-Katelijne-Waver, hebben de afgelopen jaren in uitvoering van hun beleidsplan de 0,7%-norm voor ontwikkelingshulp ingevoerd (bron: CD&V vuistregels voor een volwaardig lokaal beleid voor internationale samenwerking).

5. Doel van voorstel

Dit voorstel beoogt een sterkere wettelijke verankering van de 0,7% van het BBP voor ontwikkelingshulp. Uit het voorgaande blijkt eens te meer dat ontwikkelingssamenwerking absoluut niet gebaat is bij vele loze beloften. Enkel een wettelijke basis die de regering verplicht om binnen een bepaalde termijn 0,7% van het BBP aan ontwikkelingssamenwerking te spenderen, biedt de nodige garanties dat het aloude engagement uitgevoerd wordt.

Eu égard aux promesses que le gouvernement belge a faites aux sommets de Monterrey et de Johannesburg, au fait qu'il plaide lui-même en faveur de l'inscription de la norme en question dans la loi et au fait que l'on a intérêt à augmenter rapidement le budget mondial en matière d'aide au développement si l'on veut pouvoir tenir les promesses du Millénaire d'ici 2015, la présente proposition vise à ce que l'on atteigne la norme de 0,7% en 2008 par le biais d'une augmentation annuelle irréversible de 10% du budget.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article oblige le gouvernement à consacrer, au plus tard en 2008, au moins 0,7% du PIB à la coopération au développement, et ce, par la voie d'augmentations annuelles de 10% du budget.

Article 3

Cet article prévoit que le gouvernement établit annuellement une note Nord-Sud, dans laquelle il explique comment il atteint les objectifs définis à l'article 2 dans le cadre du budget de l'année concernée.

Il prévoit en outre que cette note est établie en concertation avec le secteur de la coopération au développement.

Article 4

En vertu de cet article, ces obligations plus strictes sont inscrites dans les lois sur la comptabilité de l'État.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À partir de 2003, les dépenses globales pour la coopération au développement inscrites au budget

Gezien de beloften die de Belgische regering op de top van Monterrey en de op de top van Johannesburg gedaan heeft, aangezien de regering zelf pleit voor een wettelijke verankering, en gelet op het belang van een spoedige verhoging van het wereldbudget inzake ontwikkelingshulp teneinde de Millenniumbeloften te halen in 2015, heeft dit voorstel tot doel via een geleidelijke doch onomkeerbare jaarlijkse verhoging van het budget met 10%, in 2008 de 0,7%-norm te halen.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

In dit artikel wordt de regering verplicht om uiterlijk in 2008 ten minste 0,7% van het BBP aan ontwikkelingssamenwerking te besteden, en dit via jaarlijkse verhogingen van het budget met 10% procent.

Artikel 3

Dit artikel bepaalt dat de regering jaarlijks een Noord-Zuid-nota opstelt waarin zij uiteenzet hoe de doelstellingen, bepaald in artikel 2, in de begroting van het betreffende jaar worden bereikt.

Het artikel bepaalt voorts dat deze nota wordt opgesteld in overleg met de sector van de ontwikkelingssamenwerking.

Artikel 4

Via dit artikel worden deze strengere verplichtingen ingeschreven in de wetten op de Rijkscomptabiliteit.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Erika THUIS.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Met ingang van 2003 worden de totale uitgaven voor ontwikkelingssamenwerking in de algemene uit-

général des dépenses sont augmentées annuellement d'au moins 10%. Au plus tard à partir de 2008, ces dépenses sont fixées annuellement à 0,7% au moins du produit intérieur brut.

Art. 3

Le gouvernement établit annuellement une note Nord-Sud, dans laquelle il explique de quelle manière il atteint les objectifs définis à l'article 2.

En vue de la rédaction de la note Nord-Sud, le gouvernement recueille l'avis de la *Vlaamse Federatie van NGO's voor ontwikkelingssamenwerking (COPROGRAM)*, de la Fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement (ACODEV), du Centre national de coopération au développement (CNCD) et de 11.11.11.

Art. 4

L'article 10, 6°, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, inséré par la loi du 24 décembre 2002, est remplacé par le texte suivant:

«6° une note Nord-Sud, d'où il ressort qu'au plus tard en 2008, au moins 0,7% du produit intérieur brut sera inscrit pour la coopération au développement au budget général des dépenses.»

21 juillet 2003.

gavenbegroting jaarlijks verhoogd met ten minste 10%. Uiterlijk met ingang van 2008 worden deze uitgaven jaarlijks vastgelegd op minimaal 0,7% van het bruto binnenlands product.

Art. 3

De regering stelt jaarlijks een Noord-Zuid-nota op waarin zij uiteenzet op welke wijze de doelstellingen vermeld in artikel 2 worden bereikt.

Voor het opstellen van de Noord-Zuid-nota wint de regering het advies in van de Vlaamse Federatie van NGO's voor ontwikkelingssamenwerking (COPROGRAM), de *Fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement (ACODEV)*, het *Centre national de coopération au développement (CNCD)* en 11.11.11.

Art. 4

Artikel 10, 6°, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, ingevoegd bij de wet van 24 december 2002, wordt vervangen als volgt:

«6° een Noord-Zuid-nota waaruit blijkt dat uiterlijk in 2008, in de algemene uitgavenbegroting ten minste 0,7% van het bruto binnenlands product wordt ingeschreven voor ontwikkelingssamenwerking.»

21 juli 2003.

Sabine de BETHUNE.
Mia DE SCHAMPHELAERE.
Erika THIJS.